

Le petit ramoneur rouge (Nouvelle Formule) N° 12
Bulletin haut-savoyard du Nouveau Parti Anticapitaliste du 5 Mai 2009

Correspondance : ARAPEMO BP 99 74604 SEYNOD Cedex

*Vous êtes sur la liste de diffusion du NPA 74. Si vous en manifestez le désir,
nous cesserons de vous envoyer nos messages. Ecrire à : comitenpa74@gmail.com*

SOMMAIRE :

Agenda
Pétition soutien sans-paiers
Feuille de boîte

AGENDA :

REPAIRE « LA-BAS SI J'Y SUIS » de l'agglomération annécienne

le 1er mercredi de chaque mois, le prochain : mercredi 6 Mai à 19 H

Restaurant « Le DERSIM » 22 route de Frangy à MEYTHET (face usine SNR)

Elections européennes de juin 2009
Partout en Europe
Pas question de payer leur crise !

Réunion publique à Cluses
mercredi 6 mai à 20 heures
salle consulaire de la mairie :

Avec Philippe Métral-Boffod, conseiller municipal municipal d'Annecy
et candidat sur la liste NPA Grand Sud Est

Meeting départemental à Meythet
le 27 mai à 20 H Salle le Météore
avec Raoul Jennar , tête de liste NPA Grand Sud-Est

LYON :
Meeting avec Olivier Besancenot et Raoul Jennar
lundi 11 mai 20 H

Départ d'Annecy : 17H30 Place des Romains,
(pour plus de renseignements; nous contacter)

Un film de Gilles Perret : Walter, retour en résistance

A travers l'histoire de Walter, ancien résistant, ancien déporté haut-savoyard et sur fond de politique actuelle, deux questions se posent tout au long du film :

« Qu'avons-nous fait des idéaux du Conseil National de la Résistance ? »

« Résister se conjugue-t-il au présent ? »

Cran Gevrier Mardi 05 mai 2009 : 20h45 La Turbine (Soirée sans débat)

Thorens Glières Vendredi 22 mai 2009 : 20h00 Cinéma Le Parnal

Vulbens Mardi 26 mai 2009 : 20h30 Salle Ecla

Naves Parmelan Mercredi 27 mai 2009 : 20h30 Ecran Mobile (école primaire)

Annemasse Vendredi 29 mai 2009 : 20h30 Ciné Actuel

DIMANCHE 17 MAI 2009, 11h00

sur le **PLATEAU DES GLIÈRES**

l'association « **CRHA** »

(**Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui**)

appelle à un nouveau

rassemblement / pique-nique citoyen pour des

PAROLES DE RESISTANCE

autour de

Raymond Aubrac et Stéphane Hessel

L'association **Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui** est née des rassemblements citoyens des Glières de 2007 et 2008. Elle est **parrainée par M. Stéphane Hessel**, déjà présent en 2008.

Elle appelle les citoyens, les élus et les gouvernants à agir selon les principes du Conseil National de la Résistance qui a défini des règles de vie commune basées sur la solidarité, l'entraide et la réussite de tous. Sur ces bases a notamment été créée la sécurité sociale, et consacrée la liberté de la presse.

Urgent

Pétition à l'initiative du Collectif de soutien aux 5 travailleurs sans-papiers
de la vallée de l'Arve

TRAVAILLEURS SANS PAPIERS NON A LA POLITIQUE CHIFFREE D'EXPULSIONS

Cinq travailleurs sans papiers de la Vallée de l'Arve, en Haute-Savoie, ont été interpellés le 01 avril 2009 sur leur lieu de travail par les services de la Police aux Frontières.

Originaires du Sénégal ou de Mauritanie, Samba Hamady S. (présent en France depuis 1990 et en CDI depuis 2003), Amadou C. (en France depuis 1998 et en CDI depuis 2005), Samba N. (en France depuis 2001 et en CDI depuis 2005), Salif A. (en France depuis 2001 et en CDI depuis 2007) et Djiby Samba B. (en France depuis 2003 et en CDI depuis 2007) ont été remis en liberté après 24 H de garde à vue et d'enquête administrative mais se sont vus notifier un refus de délivrance de titre de séjour et une obligation de quitter le territoire français dans un délai d'un mois.

Compte tenu de leur ancienneté de séjour en France et à leur poste de travail, ces cinq salariés ont pourtant pris le risque de dévoiler leur situation administrative aux services préfectoraux, en s'appuyant sur les circulaires ministérielles de régularisation de travailleurs sans papiers. Celles-ci ont permis, récemment et dans d'autres départements, à des salariés dans une situation identique d'obtenir un droit au séjour et au travail.

Il y a six mois, ils ont donc déposé auprès de la Préfecture de Haute-Savoie une demande de régularisation, en tant que salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée, cotisants à la sécurité sociale et domiciliés fiscalement en France depuis de nombreuses années. Quatre d'entre eux ont ensuite été convoqués à un entretien à la Préfecture, le 26 août et le 17 novembre 2008 qui leur a permis d'attester de leur bonne intégration dans la société à travers notamment le suivi de formation professionnelle. Une décision devait, selon les services préfectoraux, intervenir dans un délai d'un mois. Après plus de six mois d'attente, et comme seule réponse, la Préfecture a donc diligencé cette interpellation sur leur lieu de travail.

Devant l'incompréhension de ce refus préfectoral,

Nous dénonçons une politique fondée exclusivement sur des quotas d'expulsions.

Nous demandons au préfet de réexaminer sa décision

Merci de signer la pétition pour demander le réexamen de la décision préfectorale

<http://www.educationsansfrontieres.org/article19160.html>



est né
ARAPEMO BP 99 74604 SEYNOD cedex
comitenpa74@gmail.com 06 74 37 54 32

Pas question de payer leur crise!

**Tous ensemble pour la
convergence des luttes !**

Nous sommes des milliers de travailleurs, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

Dans tout le pays, ce Premier mai est l'occasion d'un large rassemblement, dans la rue, des travailleurs du public et du privé pour exprimer le mécontentement, la colère, l'exaspération qui montent de partout. Une vague de licenciements frappe de plein fouet la classe ouvrière. Sony, Caterpillar, Molex, Altis, Continental, Fulmen-Exide... la liste des plans sociaux n'en finit pas de s'allonger. Le chômage explose, en un an il a augmenté de 16%. En mars, on compte à nouveau 70.000 chômeurs de plus et dans le même temps les grandes entreprises vont versé plus de 35 milliards de dividendes aux actionnaires. Des milliers de vie sont ainsi brisées, des villes ou des régions saccagées pour les intérêts de multinationales à la recherche de la rentabilité maximum avec le soutien actif, la complicité du gouvernement et de l'Etat.

La violence est du côté des patrons et du pouvoir

Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, dénonce les travailleurs qui séquestrent leur patron comme des « casseurs », dans la même veine que Fillon qui dénonçait les coupures de courant par les électriciens comme « des actes de sabotage » en invoquant « l'Etat de droit ». Mais qu'est-ce donc que cet « Etat de droit » qui autorise une minorité de privilégiés à s'octroyer des dividendes mirobolants, des parachutes dorés, des salaires de plusieurs millions d'euros en lui donnant les pleins pouvoirs pour décider de la vie de millions de femmes, d'hommes, du sort de toute la société ? Cet Etat de droit, c'est la dictature des financiers. Et c'est elle qui impose une violence sociale intolérable : les licenciements, des conditions de travail et de vie de plus en plus dures, une régression sociale généralisée.

Une telle politique n'est pas négociable.

Préparer l'affrontement avec le gouvernement

Le mécontentement qui s'exprime massivement ce premier mai est porté par les mobilisations et les luttes qui éclatent dans le privé. Il est porté aussi par la mobilisation des enseignants des universités, des chercheurs, par les mouvements de grève engagés depuis 4 semaines par les électriciens et les gaziers d'EDF et de GDF, par ceux des hôpitaux... Il serait vain de se féliciter de l'unité syndicale réalisée si nous n'étions pas capables de fédérer ces mobilisations en un mouvement d'ensemble afin de faire céder patronat et gouvernement.

Les directions des grandes confédérations syndicales tergiversent, freinent, se refusent à contester frontalement la politique du gouvernement et du patronat. Il n'y a pourtant pas d'autre issue, il faut nous y préparer autour de l'exigence de l'interdiction des licenciements, du partage du travail existant entre tous, sans perte de salaire, de la garantie d'un revenu décent, au minimum 1500 euros net.

L'heure est à la convergence des luttes, à l'unité de toutes les organisations syndicales, politiques, associatives, pour, comme l'ont fait les travailleurs des Antilles, défendre les exigences fondamentales du monde du travail par la grève générale.

Voilà ce qui serait réellement exceptionnel, historique, que toutes les forces du monde du travail s'unissent pour faire reculer patronat et gouvernement.